
Repossession identitaire

Entretien avec

Benjamin Stora

On ne peut pas comprendre le drame de l'Algérie d'aujourd'hui sans prendre en compte toute cette repossession identitaire qui se fait dans le sang et dans une sorte de chaos idéologique. Il en est d'ailleurs ainsi de toutes les grandes nations qui se redéfinissent au moment des ruptures de l'histoire.

— *Comment interprétez vous la situation actuelle en Algérie?*

Ce qu'on appelle pudiquement les événements actuels constitue un réveil du travail national. La question nationale semblait avoir été réglée par le passage à l'indépendance politique en 1962. En fait, ce passage était la condition *sine qua non* de l'enclenchement de ce processus mais non son achèvement.

L'indépendance politique, c'est-à-dire la séparation avec l'histoire coloniale, avec la France coloniale et avec le colonialisme au sens large, permettait de démarrer une nouvelle phase de l'histoire du nationalisme algérien. Or, le problème, c'est qu'on a considéré que l'indépendance était la fin du travail national. Et toutes les grandes questions sur les frontières culturelles, religieuses, politiques, idéologiques, anthropologiques de l'Algérie sont restées figées, qu'il s'agisse, par exemple, du statut de la langue, du rapport entre l'Etat et le religieux, de la place du berbère dans la construction de la nation, des liens — notamment économiques — avec l'ancienne métropole coloniale et avec l'Europe, de l'appartenance de l'Algérie au monde arabo-musulman... Toutes ces questions ont été *de facto* différées.

Le travail national n'a pas pu se réaliser à cause de la construction d'un Etat autoritaire qui a empêché par le haut toutes ces grandes questions nationales. Celles-ci se sont retrouvées brutalement posées avec

Printemps 1998

l'effondrement du parti unique en 1990. Ce sont surtout les deux grands courants situés aux deux extrémités du spectre de la scène algérienne qui ont, chacun dans leur registre, profondément bousculé et remis en cause la conception centralisée, autoritaire et uniforme de ce qu'était la nation algérienne.

On ne peut pas comprendre le drame de l'Algérie d'aujourd'hui sans prendre en compte toute cette repossession identitaire qui se fait dans le sang et dans une sorte de chaos idéologique. Il en est d'ailleurs ainsi de toutes les grandes nations qui se redéfinissent au moment des ruptures de l'histoire. Ce sont comme des passages cruels et obligés de la redéfinition de la question nationale. J'insiste sur ce point parce que le travail national est plus périlleux et plus difficile en Algérie que partout ailleurs dans le monde arabe. Si cela prend cette tournure absolument terrifiante, c'est justement parce que la question nationale y est d'une extraordinaire complexité. L'Algérie, c'étaient trois départements français. Il faut partir de là. On a ainsi un extraordinaire degré d'acculturation lié à la colonisation de peuplement et une énorme privation culturelle — une privation de la langue en particulier — organisée par le système colonial, sans commune mesure avec ce qui s'est passé en Tunisie ou au Maroc. On ne peut pas voir que le côté positif de l'apport du républicanisme, il y a aussi les aspects négatifs: la colonisation de peuplement et la dépossession foncière, donc le refoulement et le déracinement de la population "indigène" hors des territoires classiques.

La question nationale s'en est trouvée profondément affectée: pour exister, le nationalisme algérien se devait d'être extraordinairement radical à la mesure du caractère radical du système colonial. On a eu un accouchement au forceps de la nation algérienne par des nationalistes qui ne viennent pas des élites culturelles mais des élites plébéiennes issues des profondeurs de la société algérienne. Ce sont eux qui vont s'imposer comme les leaders politiques de ce nationalisme radical. Ce qui va influencer considérablement le nationalisme politique en lui-même. La culture du nationalisme algérien est composite, complexe, mélangée. Elle emprunte au socialisme blanquiste par ses références à la conspiration qui se retrouve dans les origines du mouvement ouvrier français; elle emprunte à la tradition jacobine avec une conception très centralisatrice de l'Etat; elle emprunte au communisme avec son approche du parti politique fondée sur le principe du centralisme démocratique (au PPA, au MTLDet au FLN); elle emprunte au bathisme à travers le nationalisme arabe qui apparaît entre les années trente et cinquante; et enfin, il y a tous les courants religieux du cercle musulman qui viennent s'agglomérer et s'agrèger comme un phénomène de rupture. Cela fait beaucoup d'influences superposées en strates les unes par rapport aux autres et qui peuvent se retrouver dans un seul courant (majoritaire) comme celui du MTLD, ainsi que dans trois ou quatre autres différents. Le courant MTLD, blanquiste et radical, empruntant

aussi au communisme et au nationalisme arabe, c'est le courant messaliste dans sa version différée du FLN. Celui animé par Ferhat Abbas veut lier les questions de la République, de l'islam et de la laïcité; profondément influencé par les valeurs républicaines françaises, il touche les élites algériennes. C'est une composante constitutive de la nation algérienne et certainement pas une pièce rapportée. Enfin, il y a le courant de Ben Badis, fondé sur une volonté d'affirmation d'un islam réformé combattant les pratiques maraboutiques et superstitieuses. Ces trois hommes — Messali, Abbas et Ben Badis — sont d'ailleurs à l'origine du creuset de la nation algérienne. Il faut ajouter un quatrième courant, minoritaire: le courant communiste qui, avec sa volonté de construire une société multi-culturelle et intercommunautaire, a marqué aussi le nationalisme algérien. C'était le rêve communiste, mais les Algériens n'avaient pas compris que la nation en formation ne pouvait se faire que par rapport au courant dominant, par ailleurs totalement opprimé, la question de l'oppression de cette majorité étant une question centrale. Ce petit courant à la marge va toucher notamment des instituteurs algériens musulmans qui ne vont pas seulement à l'UDMA, mais aussi au parti communiste algérien. Il y aura beaucoup de passerelles entre l'UDMA et le PCA.

En fait, ce nationalisme algérien — à la fois multiple, complexe et radical — a engendré une culture du défi et de la rupture. Et en même temps, chacun de ces courants est inséparable des autres; à chaque fois qu'on a voulu isoler l'un d'entre eux, il y a eu un effondrement et un problème d'identité. Si on veut détruire le courant religieux, il se rebelle et dit: "C'est nous, l'Algérie"; si on veut détruire le courant laïque républicain, il se rebelle, et dit: "C'est nous, l'Algérie"; et si on veut détruire le courant national baathiste dans le sens classique du nationalisme arabe, il se rebelle, et dit: "Non, vous appartenez au monde arabe". De la *oumma* au nationalisme arabe en passant par la question républicaine, il y a une Algérie profonde qui circule entre toutes ces idéologies. Croire qu'on peut appréhender l'Algérie par une seule de ces dimensions aboutit, à chaque fois, à une catastrophe.

— *A partir de ces considérations, comment pouvez-vous expliquer le niveau de violence atteint aujourd'hui dans ce pays?*

Ceux qui tuent aujourd'hui appartiennent à une contre-société totalement murée dans des certitudes terrifiantes. Ils sont, de toute manière, dans un autre univers; ils sont passés de l'autre côté du miroir dans un autre type de rapport au monde. Quand on tue des femmes, des enfants et des bébés, quand on égorge et quand on mutile, où est la politique? Où est l'histoire? Où sont les filiations possibles? A vrai dire, en tant qu'historien je ne les vois plus. A la limite, je pouvais essayer de me repérer dans des situations où chacun essayait de se déterminer, avec des figures emblématiques, avec

des portraits, avec quelques pistes; mais là je ne trouve plus de clés d'explication. On n'est pas dans le crime mais dans le meurtre de masse. On ne tue pas, on massacre. On ne donne pas un coup de couteau, mais dix. Il y a donc une réalité de haine qui est extrême. C'est un défi à l'analyse et à la compréhension de l'histoire de l'Algérie. Au cours de la première guerre d'Algérie, il y a eu effectivement des massacres dans la population civile. On les connaît: il s'agit de trois ou quatre épisodes terribles perpétrés par l'ALN comme celui de Melouza en mai 1957 et bien sûr des massacres de population par l'armée française: les bombardements en Kabylie, les opérations Pierre Précieuse, le plan Challe... Cela n'est pas comparable avec cette situation où tous les jours des dizaines de personnes sont assassinées.

— *Il y a aussi une tradition de la violence coloniale.*

Oui, mais elle est très en amont: 1843-1845. C'est une entreprise génocidaire apportée par un envahisseur extérieur. Pour Bugeaud et les généraux de cette époque, il s'agissait d'exterminer le maximum d'indigènes pour que les Français puissent s'installer sur des terres vierges — comme les Américains l'avaient fait à l'encontre des Indiens. Donc, il y a effectivement une tradition de violence coloniale qui sera en partie utilisée par le nationalisme algérien en la retournant contre le colonisateur, mais cela n'explique pas le massacre quotidien de populations civiles avec des meurtres de masse planifiés de sang-froid.

— *Il y a un autre problème: on n'arrête personne et donc on ne juge personne.*

Absolument. Cette entreprise de massacres terribles vient se doubler d'une question lancinante concernant l'identité des auteurs et la nature de leurs motivations. Nous sommes dans une situation où l'on a du mal à verbaliser et donc à nommer les choses puisqu'il n'y a ni arrestations, ni procès. Franchement, je ne sais pas quoi répondre. J'envie les gens qui disent: "Je suis allé, j'ai vu et j'ai compris". J'avoue une certaine impuissance et je préfère dire à ceux qui me posent des questions: "Je baisse les bras, parce que 150 morts tous les matins, je ne sais plus".

— *Le refus du régime de laisser la presse internationale venir faire son métier laisse entendre qu'il a quelque chose à cacher. En tout cas cela crée un climat de suspicion.*

En Algérie, il existe une culture du secret qui ne date pas d'aujourd'hui. Elle vient de la guerre d'indépendance mais aussi de la conduite d'un pouvoir où un groupe d'hommes se dissimule derrière le rideau pour travailler à contrôler le pays. Depuis quelques années, dans ce conflit terrible, on a donc beaucoup de mal à deviner qui est qui dans ce jeu de rôles, dans ce jeu où tout le monde avance masqué. D'un autre côté, je dirai

que les islamistes ne communiquent pas beaucoup non plus. Quand ils nient tout en vrac et en bloc alors que, dans le même temps, dans les rues d'Alger, ils revendiquent tel ou tel meurtre d'intellectuels, on ne peut que constater que, de leur côté aussi, il y a une culture du complot. Il existe donc une espèce de même moule, un même refus de transparence assez extraordinaire.

— *Apparemment le FIS accepte la commission d'enquête.*

Cette acceptation est nouvelle mais fondamentalement politique. Pendant quatre ans (de 1992 à 1996), on a vu une guerre à huis clos, qui était voulue ainsi par les deux protagonistes. Maintenant que les maquis de l'AIS ont été défaits par l'armée algérienne (en 1996-1997) et que donc le FIS est battu sur le plan militaire, il veut communiquer. Lorsqu'il avait le sentiment d'avoir l'avantage sur le terrain militaire et de pouvoir maintenir la pression par des meurtres d'intellectuels et la terreur dans les villes, il ne parlait pas. Mais dès lors qu'il est en situation de recul, de repli, de reflux, il s'exprime... Il y a quand même un jeu infernal qu'on retrouve aussi dans les formations politiques algériennes.

Je suis prêt à m'associer à la question des commissions internationales d'enquêtes si elles étaient demandées par les formations nationales en Algérie et *a fortiori* par le parlement algérien. Il faut bien se rendre compte que ces commissions d'enquête sont demandées par des ONG et non pas par les partis politiques algériens qui ont accepté d'aller aux élections législatives et communales. Ils partagent ainsi une forme de culture politique qui rend très difficile les initiatives de ceux qui veulent agir pour la protection de la population civile. Cela renvoie, encore une fois, à l'histoire du nationalisme algérien et à la question de la formation de la nation. Cela dit il faut insister sur le fait que tout ce que je viens d'évoquer sur la culture du secret est en train de s'effondrer. Dans cette sortie de guerre terrifiante et sanglante, la société algérienne est en train de s'autonomiser par rapport à ce culte du secret. Les gens en ont assez; la revendication du citoyen algérien n'est pas "A bas l'Etat" ou "A bas l'armée", au contraire, il voudrait que cet Etat serve à quelque chose, remplisse ses obligations de protection, organise des procès réguliers et assume pleinement ses devoirs constitutionnels. La revendication porte sur une séparation du politique et du religieux, du politique et du militaire. Aujourd'hui, le vrai débat est là.

— *Précisément, l'Etat ne semble plus en mesure d'assurer ses fonctions...*

L'Etat se montre capable d'organiser des élections mais non d'assurer la sécurité de l'ensemble de ses citoyens au quotidien. C'est très inquiétant parce que personne — ni en Algérie, ni plus largement au Maghreb et dans

tout le bassin méditerranéen — n'a intérêt à ce que l'armée s'effondre. Par ailleurs, l'Etat se montre incapable de mobiliser sa société contre ce terrorisme et de réaliser un consensus politique national alors qu'un compromis entre toutes les forces politiques qui rejettent la barbarie serait absolument indispensable. Il donne l'impression de se retirer, laissant la violence privée s'installer durablement.

Entretien conduit par
Bernard Ravenel

Benjamin Stora, né à Constantine, est professeur à l'Université de Paris 8 et l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages qui font autorité sur l'Algérie dont, en 1997, *Les imaginaires de guerre* publié chez La Découverte.